



**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE**  
**COMMUNE D'AUDERGHEM**

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

**Présents** Jean-Claude Vitoux, *Président* ;  
Christophe Magdalijns, *Bourgmestre f.f.* ;  
Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops, Pascale Despineto, Dirk Hoomaert, *Échevin(e)s* ;  
Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière, Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusé** Véronique Jamouille, *Conseiller communal*.

**Séance du 24.03.16**

---

**#Objet : Modification du statut pécuniaire du personnel communal : Allocations pour l'exercice d'une fonction supérieure (interim ou suppléance).#**

---

Séance publique

**Rémunérations**

LE CONSEIL,

Revu sa délibération du 17 avril 1997, références 17.04.97/A/023, portant « nouveau statut pécuniaire du personnel communal », délibération pouvant sortir ses effets suivant lettre du 16 septembre 1997, références 002-97/9283 mav, du service de la Tutelle du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 2013 relatif à la carrière pécuniaire des membres du personnel de la fonction publique fédérale ;

Vu l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat ;

Considérant que l'allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure est destinée à rémunérer un agent statutaire qui n'a pas été promu définitivement comme chef de service mais qui effectue, réellement, les tâches d'un chef de service ;

Considérant que cette fonction pour allocations supérieures n'est, depuis plusieurs années, plus consentie à quiconque, au vu des conditions très strictes fixées pour son octroi, à savoir, pour l'essentiel, être agent statutaire et satisfaire à toutes les conditions pour être promu ;

Considérant qu'il existe d'autres hypothèses pour lesquelles des responsabilités accrues sont assumées par des membres du personnel, statutaires ou contractuels, qui ne peuvent, actuellement, donner lieu à aucun complément de rémunération alors que le responsable de service est en incapacité de longue durée ;

Considérant qu'il y a lieu, pour l'avenir, de proposer un double régime :

1. Une allocation d'intérim ouverte aux agents statutaires mais aussi aux agents contractuels qui

remplissent la fonction de responsable de service et rencontrent les objectifs de management qui leur ont été assignés ;

2. Une allocation de suppléance qui rémunère les agents, statutaires ou contractuels, qui assurent correctement la gestion journalière du service ;

Sur proposition du Collège échevinal ;

Vu les articles 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Décide :

De modifier sa délibération du 17 avril 1997 portant Charte Sociale – Nouveau statut pécuniaire du personnel communal de la façon suivante:

#### **Section 4 Allocation pour l'exercice d'une fonction supérieure**

##### **Article 37**

Le seul fait qu'un emploi est définitivement vacant ou momentanément non occupé par son titulaire ne suffit pas à justifier que cet emploi soit conféré à titre provisoire et qu'il soit attribué une allocation pour fonction supérieure ( intérim ou suppléance).

La désignation au poste définitivement vacant ou momentanément non occupé ne pourra avoir lieu que si l'intérêt du service le justifie, ce qui devra être dûment motivé par le Secrétaire communal.

Il ne peut être pourvu pour plus de 6 mois à un emploi définitivement vacant ou momentanément non occupé, par désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure.

##### a. Emploi momentanément non occupé

Si l'emploi est momentanément non occupé, le délai initial de 6 mois peut être prorogé par le Collège par période de 6 mois moyennant l'avis du Comité de direction. La durée de la prorogation est déterminée suivant les nécessités du service.

##### b. Emploi définitivement vacant

Une désignation pour l'exercice d'une fonction supérieure en vue de pourvoir à un emploi définitivement vacant ne peut être faite qu'à la condition que la procédure d'attribution définitive de l'emploi soit engagée.

Un emploi est réputé définitivement vacant lorsque le titulaire n'a pas repris ses fonctions régulièrement endéans les 3 ans, à dater de la 1ère absence.

§ 1er. 1) Une allocation, qualifiée d'allocation d'intérim, est accordée aux agents communaux, contractuels ou statutaires, qui assument une fonction supérieure à celle de leur grade.

Par fonction supérieure, il faut entendre toute fonction de grade 4 au moins c'est-à-dire d'encadrement au sens de l'article 6 du statut administratif et dont l'attribution est de nature à consacrer un avancement de grade et qui amène l'agent à exercer la direction de service comptant au moins 7 personnes et prévu dans l'organigramme visé à l'article 145 de la Nouvelle Loi Communale.

- 2) La désignation pour exercer la fonction supérieure se fait par l'autorité investie du pouvoir de nomination.

3) Le bénéfice de l'allocation est accordé à l'agent à la condition qu'il ait assumé les fonctions supérieures d'une façon ininterrompue pendant un mois au moins.

4) Pour conserver le bénéfice de cette allocation au-delà de six mois, l'agent doit être évalué favorablement au regard d'objectifs de management. Si l'agent n'a pas atteint les objectifs de management assignés mais qu'il assume correctement la gestion journalière du service, il a droit à l'allocation de suppléance prévue au § 2.

5) L'allocation est accordée dès le jour où la charge de la fonction supérieure a été assumée effectivement sans préjudice du délai fixé au point 3 . Elle est payée mensuellement et à terme échu.

6) a) L'allocation d'intérim est égale à la différence entre le traitement dont bénéficie l'agent dans son grade effectif et le traitement qui lui serait octroyé s'il était promu au niveau directement supérieur à celui qu'il occupe.

b) Par dérogation au a, l'allocation d'intérim des agents qui bénéficient dans leur grade effectif d'une échelle de traitement de code 4 est égale à la différence entre le traitement dont il bénéficie et le traitement code 4 du niveau directement supérieur.

La rétribution visée à l'alinéa précédent comprend:

- le traitement ou, s'il échet, le traitement en carrière bonifiée;
- éventuellement l'allocation de foyer ou de résidence.

c) Il ne peut y avoir de cumul entre l'allocation d'intérim et la valorisation pécuniaire prévue aux articles 28 quinquies et 28 sexies. Lorsqu'un agent rencontre les conditions pour disposer tant de la valorisation pécuniaire que d'une allocation d'intérim, il a droit à la valorisation ou l'allocation la plus élevée.

7) Si l'agent est promu à titre définitif à l'emploi qu'il a exercé sans interruption, les services prestés à titre provisoire sont pris en considération tant pour la fixation du traitement que pour l'ancienneté dans le grade, sans toutefois pouvoir remonter au-delà de la date à laquelle l'intéressé a rempli toutes les conditions requises par le statut communal pour accéder au grade.

§2. 1) Une allocation, qualifiée d'allocation de suppléance, est accordée aux agents communaux, contractuels ou statutaires, qui assument la gestion journalière du responsable de leur service pendant son absence lorsque celle-ci excède une durée continue d'au moins un mois.

Par « gestion journalière », on entend notamment la gestion des congés, remplacements, récupérations, etc..., la répartition des tâches quotidiennes, la préparation ou le contrôle des décisions du Collège de demande ou octroi de subsides, d'achats, de services récurrents. Ne font pas partie des tâches de gestion journalière, la conception, la planification et l'évaluation d'objectifs à moyen et long terme et/ou définis dans des plans ou programmes pluriannuels.

2) L'exercice des tâches de gestion journalière par l'agent fait l'objet d'une désignation ou d'une ratification par le Collège.

3) L'allocation est accordée dès le jour où la charge de la fonction supérieure a été assumée effectivement sans préjudice du délai fixé au § 1., 3) . Elle est payée mensuellement et à terme échu.

Pour conserver le bénéfice de cette allocation au-delà de six mois, l'agent doit être évalué favorablement en vue d'attester qu'il assume correctement la gestion journalière du service.

4) a) Le montant annuel de l'allocation de suppléance est égal à deux fois la valeur de la pénultième augmentation biennale de l'échelle de traitement qui serait octroyée à l'agent s'il était promu au niveau directement supérieur à celui qu'il occupe.

b) Par dérogation au a, le montant annuel de l'allocation de suppléance des agents qui bénéficient dans leur grade effectif d'une échelle de traitement de code 4 est égal à deux fois la valeur de la pénultième augmentation biennale de l'échelle de traitement de code 4 du niveau directement supérieur à celui qu'il occupe.

Il ne peut y avoir de cumul entre l'allocation de suppléance et la valorisation pécuniaire prévue aux articles 28 quinquies et 28 sexies. Lorsqu'un agent rencontre les conditions pour disposer tant de la valorisation pécuniaire que d'une allocation de suppléance, il a droit à la valorisation ou l'allocation la plus élevée.

L'allocation de suppléance ne pourra jamais être supérieure aux 2/3 de l'allocation d'intérim.

La présente délibération, en double, sera transmise à Monsieur le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des pouvoirs locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Jean-Claude Vitoux

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 25 mars 2016

Le Secrétaire communal,  
Par délégation,  
Le chef de service

Le Bourgmestre f.f.,

Philippe Jacques

Christophe Magdalijs



**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST**  
**GEMEENTE OUDERGEM**

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

**Aanwezig** Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter* ;  
 Christophe Magdalijs, *Burgemeester d.d.* ;  
 Alain Lefebvre, Bruno Collard, Jeannine Crucifix, Sophie de Vos, Christian Coppens, Valérie Cops,  
 Pascale Despineto, Dirk Hoornaert, *Schepenen* ;  
 Didier Gosuin, Bernard Noel, Isabelle Désir, Jacqueline Fravezzi, Véronique Artus, Vincent  
 Molenberg, Eloïse Defosset, Elise Willame, Muriel Koch, Florence Couldrey, Marc Vandame, Didier  
 Molders, Suat Kuraoglu, Christian Grétry, Annick Sommer, Frédéric Lambin, André Decourrière,  
 Vanessa Rigodanzo, Carinne Lenoir, *Gemeenteraadsleden* ;  
 Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd** Véronique Jamouille, *Gemeenteraadslid*.

**Zitting van 24.03.16**

---

**#Onderwerp : Wijziging van het geldelijk statuut van het gemeentepersoneel: Toelage wegens  
 uitoefening van hogere functies (waarnemings-en plaatsvervangingsstoelage).#**

---

Openbare zitting

**Bezoldigingen**

DE RAAD,

Herzien zijn beraadslaging van 17 april 1997, refert 17.04.97/A/023, houdende « nieuw geldelijk statuut van het gemeentepersoneel, beraadslaging die zijn uitwerking mag hebben volgens brief van 16 september 2007, refert 002-97/9283 mav, van de voogdijdienst van het Ministerie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gezien het koninklijk besluit van 25 oktober 2013 betreffende de geldelijke loopbaan van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt;

Gezien het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen;

Overwegende dat de toelage voor de uitoefening van een hogere functie bestemd is om een vastbenoemde personeelslid te bezoldigen die niet definitief als dienstchef werd bevorderd maar die werkelijk de taken van een dienstchef uitvoert;

Overwegende dat deze toelage voor hogere functie, sinds verschillende jaren niet, meer aan ieder wordt toegekend, gezien de zeer strikte voorwaarden die voor zijn toekenning worden bepaald, met name, hoofdzakelijk, vastbenoemde personeelsleden zijn en aan alle voorwaarden voldoen om bevorderd te worden;

Overwegende dat er andere veronderstellingen bestaan, waarvoor grotere verantwoordelijkheden door vastbenoemde of contractuele personeelsleden worden opgenomen, die momenteel aanleiding kunnen geven tot geen enkel complement van loon terwijl de verantwoordelijke de dienst voor lange duur werkonbekwaam is;

Overwegende dat het nodig is om voor de toekomst een dubbel stelsel voor te stellen:

1. Een waarnemingstoelage toegankelijk voor de vastbenoemde agenten maar ook voor de contractuele agenten die de functie van dienst verantwoordelijke uitoefenen en de doelstellingen van management ontmoeten die hun werden toegewezen;
2. Een plaatsvervangingsstoelage die de vastbenoemde of contractuele agenten bezoldigen die het dagelijkse beleid van de dienst juist waarborgen;

Op voorstel van het Schepencollege;

Gelet op artikels 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

Zijn beraadslaging van 17 april 1997, houdende Sociaal Handvest – Nieuwe geldelijk statuut van het gemeente personeel als volgt te wijzigen:

#### **Afdeling 4 Toelage wegens uitoefening van hogere functies**

##### **Artikel 37**

Het feit alleen dat een betrekking definitief open staat of tijdelijk niet door haar titularis waargenomen wordt, is geen voldoende reden om die betrekking voorlopig te verlenen en een toelage voor een hogere functie (waarnemings of plaatsvervangingsstoelage) toe te kennen.

De aanduiding aan de definitief openstaande of tijdelijk betrekking zal slechts kunnen plaatsvinden als het belang van de dienst het rechtvaardigt ,hetgeen naar behoren door de gemeentesecretaris gemotiveerd zal moeten worden.

Er kan in een definitief openstaande of in een tijdelijke niet waargenomen betrekking niet voor langer dan zes maanden worden voorzien door aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt.

##### a. Tijdelijk niet waargenomen betrekking

Indien de betrekking tijdelijk niet waargenomen wordt, kan de bepaalde termijn van zes maanden door het College en per periode van zes maanden worden verlengd mits een gunstig advies van het Directie comité. De duur van de verlenging wordt bepaald volgens de behoeften van de dienst.

##### b. Definitief openstaande betrekking

Een aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt om te voorzien in een definitief openstaande betrekking kan slechts geschieden op voorwaarde dat de procedure tot definitieve toekenning van die betrekking wordt ingezet.

Een betrekking is definitief vacant beschouwd wanneer de houder zijn functies niet binnen de drie jaar regelmatig hernomen heeft vanaf de eerste afwezigheid.

§ 1er. 1) Een toelage die als waarnemingstoelage wordt gekwalificeerd, wordt aan de contractuele of vastbenoemde gemeente agenten toegekend, die een hogere functie dan hun graad uitoefenen.

Als hogere functie moet beschouwd worden elke functie van tenminste graad 4 d.w.z. leidinggevende functies in de zin van artikel 6 van het administratieve statuut en overeenstemt met een graad waarvan de toekenning van zodanige aard is dat zij voor het personeelslid een bevordering behelst die de agent ertoe aanzet om de directie van dienst uit te oefenen die minstens 7 personen telt en voorzien is in het organigram zoals bedoeld in artikel 145 van de Nieuwe Gemeentewet.

2) De aanwijzing tot het uitoefenen van de hogere functie geschiedt door de overheid bekleed met het benoemingsrecht.

3) Het voordeel van de toelage mag verleend worden aan het personeelslid dat gedurende ten minste één maand de hogere functies onafgebroken heeft uitgeoefend.

4) Om de winst van deze toelage meer dan 6 maanden te behouden, moet de agent gunstig geëvalueerd worden, ten aanzien van doelstellingen van management. Als de agent de toegewezen doelstellingen van management niet heeft bereikt maar het dagelijkse beleid van de dienst opneemt, heeft hij recht op de plaatsvervangings­toelage voorzien in §2.

5) De toelage mag ingaan van de dag waarop de hogere functie werkelijk opgenomen werd, onverminderd de tijdsruimte, bepaald in 3. Zij wordt maandelijks bij vervallen termijn uitbetaald.

6) a) De waarnemingstoelage is gelijk aan het verschil tussen de bezoldiging waarvan de agent in zijn werkelijke graad geniet en de bezoldiging die hem zou toegestaan worden voor de graad volgend op zijn niveau.

b) Naar analogie van a, is de waarnemingstoelage van de agenten die een werkelijk graad van een weddeschaal van code vier genieten gelijk aan het verschil tussen de bezoldiging waarvan hij geniet en de bezoldiging code 4 van het direct hogere niveau.

De bezoldiging waarvan sprake in het voorgaand lid omvat :

- de wedde, bij voorkomend geval, de wedde met bijslag;
- eventueel de hard- of standplaatstoelagen.

c) Er kan geen cumulatie tussen de waarnemingstoelage en de financiële vergoeding, die in artikelen 28 quinquies en 28 sexies voorzien is. Wanneer een agent de voorwaarden ontmoet om zowel de financiële vergoeding als van een waarnemingstoelage te beschikken, heeft hij recht op de valorisatie of de hoogste toelage.

7) Indien het personeelslid vast bevorderd wordt tot de betrekking die het zonder onderbreking heeft waargenomen, dan mogen de ten voorlopige titel verstrekte diensten in aanmerking worden genomen, zowel voor de vaststelling van de wedde als voor de rangin­nem­ing, zonder evenwel te kunnen teruggaan tot vóór de datum waarop de betrokkene alle vereiste statutaire voorwaarden vervulde om tot de graad benoemd te worden.

§2. 1) Een toelage , die van plaatsvervangings­toelage wordt gekwalificeerd, wordt aan de contractuele of vastbenoemde gemeente agenten toegekend, die het dagelijkse beleid van de verantwoordelijke van hun dienst gedurende zijn afwezigheid opneemt, wanneer deze minstens een onafgebroken duur van een maand overschrijdt.

Onder dagelijks beleid, verstaat men met name het beleid van het verlof, vervangingen, recuperatie, enz., de verdeling van de dagelijkse taken, de voorbereiding of de controle van de beslissingen, van het College, van vraag of toekenning van subsidies, van aankopen, van terugkerende diensten. Maken geen deel van de dagelijks beleidstaken uit, de opvatting, de planning en de evaluatie van doelstellingen op middellange en lange termijn en/of bepaalde in meerjarige plannen of programma's.

2) De oefening van de dagelijkse beleidstaken door de agent is het onderwerp van een aanduiding of een bekrachtiging door het College.

3) De toelage mag ingaan van de dag af, waarop de hogere functie werkelijk opgenomen werd, onverminderd de tijdsruimte, bepaald in §1.,3). Zij wordt maandelijks bij vervallen termijn uitbetaald. Om de winst van deze uitkering te behouden over zes maanden, moet de agent gunstig geëvalueerd worden om aan te tonen dat hij het dagelijkse beleid van de dienst juist opneemt.

4) a) Het jaarlijkse bedrag van de plaatsvervangingsstoelage is gelijk aan twee maal de waarde van de voorlaatste biënnale verhoging van de weddeschaal die zou toegestaan worden als de agent op direct hoger niveau werd bevorderd, dan die die hij bezet.

b) Naar analogie van a, is het jaarlijkse bedrag van de plaatsvervangingsstoelage van de agenten die in hun werkelijke graad van een wedde schaal van code 4 genieten tweemaal gelijk aan de waarde van de voorlaatste biënnale verhoging op de weddeschaal van code 4 van het direct hogere niveau dan die die de agent bezet.

Er kan geen cumulatie tussen de plaatsvervangingsstoelage en de financiële vergoeding, die in artikelen 28 quinques en 28 series voorzien is. Wanneer een agent de voorwaarden ontmoet om zowel de financiële vergoeding als van een plaatsvervangingsstoelage te beschikken, heeft hij recht op de valorisatie of de hoogste toelage.

De plaats vervangingstoelage zal nooit hoger dan 2/3 van de waarnemingstoelage kunnen zijn.

Onderhavige beraadslaging zal, in dubbel, overgemaakt worden aan de Heer Minister-Voorzitter van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Jean-Claude Vitoux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 25 maart 2016

De Gemeentesecretaris,  
Bij opdracht,  
De dienstverantwoordelijke

De Burgemeester d.d.,

Philippe Jacques

Christophe Magdalijs